

Altesses royales,

Monsieur le vice premier ministre,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président des grandes conférences catholiques,

Chers amis,

Cher Jean-Pascal van Ypersele,

Cher Olivier De Schutter,

Je veux tout d'abord vous remercier de votre présence ici, pour ce propos à trois voix, Remercier aussi bien sûr mes co-orateurs, Jean-Pascal van Ypersele et Olivier De Schutter, qui ont répondu à cette invitation.

Et remercier chacun d'entre vous d'avoir pris de votre temps, en cette après-midi de printemps, pour venir vous plonger dans des questions complexes et aborder des perspectives souvent sombres.

L'air, la mer et la terre forment un système. Un système vieux de milliards d'années. Un système qui a bien sûr évolué au fil des siècles et des millénaires, tout en restant régi par les mêmes interactions mutuelles.

Mais un système aujourd'hui bouleversé par l'influence grandissante de l'impact anthropique.

La communauté humaine, qui compte aujourd'hui plus de sept milliards d'individus, a modifié la quasi-totalité de cette Planète et de ses équilibres.

Elle pourrait bien demain conduire le monde à sa perte, si elle continue à saccager la terre, à réchauffer l'air et à piller et polluer la mer.

A travers les trois thèmes qui nous réunissent aujourd'hui, c'est donc de nous que nous allons parler. De ce que nous avons fait à notre monde et aux éléments vitaux qui le composent. Et de ce que nous pouvons encore faire pour les sauver.

Je me concentrerai pour ma part sur la question de la mer, ou plutôt des mers, car les mers sont diverses, et c'est bien l'une des difficultés auxquelles se heurtent ceux qui veulent les protéger.

Il y a les océans immenses et les mers fermées, ou semi-fermées. Il y a la surface que nous parcourons en tous sens depuis des millénaires, et il y a les fonds que nous continuons d'ignorer en grande partie, même si nous agissons directement sur eux. Il y a les côtes urbanisées et souvent saturées, et il y a les étendues quasiment vierges de la haute-mer, au statut juridique encore incertain.

Il y a la faune et la flore, souvent gravement menacées, et il y a les eaux elles-mêmes, avec leurs équilibres physiques et chimiques eux aussi en danger.

Et à tous les niveaux, il y a un même constat : celui d'un développement de l'humanité qui depuis toujours, et plus encore à notre époque, s'est fait autour des mers, sur les mers et par les mers, où il pose trois types de problèmes.

Le premier de ces problèmes est l'exploitation irresponsable des ressources marines.

C'est la surexploitation des ressources halieutiques, qui aujourd'hui se fait au gré d'une pêche de plus en plus industrialisée, de plus en plus lointaine, de plus en plus profonde, sur des espèces de plus en plus nombreuses et de plus en plus menacées.

Le résultat de ces pratiques irresponsables est que les stocks halieutiques ont fondu, certaines espèces voyant le nombre d'individus divisé par 10 ou 20. À l'échelle mondiale, la FAO estime que 28 % des stocks sont actuellement surexploités et 52 % pleinement exploités.

A ces dégâts s'ajoutent bien entendu les prédatons de ressources non renouvelables, minerais, métaux rares et hydrocarbures, qui elles aussi dégradent considérablement les écosystèmes marins, avec des conséquences à plus long terme, en matière de pollution notamment.

C'est le second grand problème auquel nos mers font face : celui de la pollution.

Il y a les pollutions maritimes, les plus spectaculaires, à travers notamment ces grandes catastrophes que sont les marées noires. Mais il y a surtout les pollutions telluriques, qui représentent aujourd'hui plus de 80% des pollutions des mers.

Ce sont les eaux domestiques, qui pour beaucoup sont rejetées en mer sans traitement. Ce sont les eaux de ruissellement, qui charrient des produits toxiques, des pesticides et des détritns. Et ce sont surtout les plastiques, dont nous commençons à mesurer les effets désastreux.

Nous voyons en effet apparaître leurs conséquences sur les espèces marines, avec plus d'un million d'oiseaux marins et des centaines de milliers de tortues et mammifères marins qui meurent chaque année d'avoir consommé du plastique.

Et nous comprenons, à travers leur sort, le sens de l'expression « chaîne alimentaire », qui unit les espèces les unes aux autres, qui nous unit à eux. Car c'est désormais, nous le savons, la santé humaine qui est menacée par cette diffusion incontrôlée de micro-plastiques.

Le troisième danger, plus global, auquel nos mers sont exposées, est celui du bouleversement des grands équilibres marins, et en particulier du climat, qui a sur les océans un impact direct.

Un impact en termes de températures, bien entendu, avec des variations importantes : à la surface de l'océan Arctique, la température est aujourd'hui de 2 à 3°C supérieure à ce qu'elle a été en moyenne au cours des cinquante dernières années.

Cette hausse globale des températures entraîne une hausse significative du niveau des mers, que ce soit par la dilatation thermique des océans, par la fonte des glaces continentales ou par le flux des eaux continentales.

En 2013 le GIEC prévoyait ainsi une élévation du niveau des mers qui pourrait atteindre plus de 80cm d'ici à la fin du XXI^{ème} siècle. Or cette hausse des mers pourrait s'avérer encore plus importante, certains estimant que la fonte des glaces polaires est aujourd'hui sous-estimée.

Au-delà de ces effets directs, la hausse des températures marines a, nous le savons, une incidence sur les catastrophes naturelles telles que les ouragans et les cyclones.

Elle a aussi un impact sur les écosystèmes, dont elle modifie les caractéristiques, certaines espèces disparaissant au gré d'une hausse des températures, d'autres étant amenées à migrer. A ce sujet je voudrais appeler votre attention sur l'état catastrophique, dans certaines zones, des récifs de coraux.

La hausse des températures marines a, plus largement, un effet sur les courants marins, dont elle bouleverse les schémas.

Et elle a des conséquences sur la composition chimique des eaux, dont elle accroît l'acidité. Ce phénomène d'acidification, nous le mesurons d'ores et déjà sur de nombreuses espèces, en particulier de coquillages et de crustacés, et sur les filières économiques qui en dépendent.

C'est pourquoi la Principauté de Monaco est historiquement très engagée dans l'exploration de ce problème et dans son traitement. C'est en effet à Monaco que fut signée en 2009 la première déclaration internationale de scientifiques alertant sur les dangers de l'acidification.

C'est à Monaco aussi que de nombreuses rencontres, année après année, sont organisées autour de ces questions, sous l'autorité notamment de notre centre scientifique, soutenu par ma Fondation.

Car pour l'acidification comme pour la quasi-totalité des problèmes que j'ai évoqués, des solutions existent. Qu'il s'agisse de surexploitation des ressources, de pollution ou de changement climatique, il nous appartient de mettre en œuvre ces solutions au plus vite, tant qu'il est encore temps.

Il s'agit évidemment d'un défi complexe, puisqu'il faut tout à la fois conjuguer la diversité des menaces et la diversité des mers, concilier les exigences du développement humain et celles des impératifs de nos mers, Et enfin articuler les différents niveaux d'action.

Ceux-ci sont de trois ordres.

Ils sont d'abord scientifiques, tant les incertitudes et les ignorances sont encore immenses. Nous ne connaissons que très peu nos mers, qui couvrent plus de 70 pour cent de la surface du globe, et constituent 97% de sa biosphère. L'essentiel de leur biodiversité reste encore à découvrir, alors même que tant d'espèces sont menacées d'extinction. Nous commençons à peine à en explorer les fonds, qui recèlent pourtant des éléments déterminants pour notre avenir.

C'est pourquoi notamment les travaux du GIEC sont essentiels, et je veux ici rendre hommage à son ancien Vice-Président, Jean-Pascal van Ypersele.

C'est pourquoi aussi la Principauté de Monaco a toujours fait le choix de soutenir la science.

Elle l'a fait, il y a cent ans, par la création de l'Institut océanographique. Puis, au cours des dernières décennies, par l'organisation de nombreux événements scientifiques sur mon territoire. Elle le fait aujourd'hui par le dynamisme des institutions que nous accueillons, comme les laboratoires de l'AIEA, l'organisation Hydrographique internationale, la CIESM et notre centre Scientifique de Monaco, mais aussi par les liens nombreux de ma Fondation avec de prestigieuses institutions à travers le monde.

Elle le fait encore par les travaux du GIEC sur les conséquences du réchauffement climatique pour les océans et la cryosphère, dont nous avons porté le projet, et dont nous accueillerons les conclusions à Monaco dans un an et demi.

Mon pays est conscient de tout ce que nous devons à la science et de la nécessité de s'appuyer sur elle pour construire notre avenir.

Cet avenir, nous le construirons aussi par une action politique.

Celle-ci doit se déployer au niveau global, en particulier dans les instances multilatérales, où la question des océans est de plus en plus présente. C'est le cas à l'ONU, et je veux ici rendre hommage à l'action d'Olivier De Schutter. L'ONU, de ce point de vue, a accompli de grandes avancées au cours des toutes dernières années.

En 2012, lors de Rio+20 et surtout en 2015, lors de la COP21 qui s'est tenue à Paris, l'océan a fait son entrée dans la conscience climatique mondiale et dans les négociations internationales.

En 2016, l'ONU a énoncé, parmi les Objectifs de Développement Durable, celui de « Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines ». Au mois de juin dernier, une grande conférence internationale, à laquelle j'ai participé, a été organisée aux Nations-Unies sur la mise en œuvre de cet Objectif n°14.

Parallèlement, des négociations ont été engagées pour l'adaptation du droit international de la mer, qui fut conçu à une époque où les enjeux environnementaux et climatiques n'apparaissaient pas de la même manière. En 2016, un travail a ainsi été lancé, auquel je prends également part, autour de la biodiversité au-delà des juridictions nationales. La conférence diplomatique dont il s'agit doit se réunir dès cette année pour établir un instrument juridiquement contraignant destiné à préserver la biodiversité de la haute mer.

Le Secrétaire général des Nations Unies a, l'an dernier, nommé M. Peter Thomson comme son envoyé spécial pour les océans. Ce haut responsable fidjien, engagé de longue date dans la préservation des océans, et qui présida la 71ème Assemblée générale des Nations Unies, a désormais la charge de coordonner et de dynamiser les actions de l'ONU en faveur des océans. Je suis d'ailleurs particulièrement fier d'accueillir ses équipes dans la Maison des Océans, créée à Paris par mon trisaïeul le Prince Albert 1er, il y a plus d'un siècle.

Mais l'action politique passe aussi par des actions plus locales. Je pense aux mesures de lutte contre les pollutions, comme celles adoptées à Monaco pour mettre fin aux plastiques jetables. Je pense aux aires marines protégées, qui offrent aujourd'hui les solutions les plus adaptées pour concilier préservation des mers et développement durable des populations.

Des avancées importantes ont à ce sujet été obtenues au cours des dernières années, qu'il nous faut saluer. De très vastes aires marines ont été créées aux Etats-Unis – malencontreusement remises en causes pour certaines par l'actuelle administration – mais aussi en Colombie, au Royaume-Uni, en France ou au Chili. Et un pas important a été fait en Antarctique, dans la mer de Ross, où il a été décidé de créer la plus vaste aire marine protégée au monde, pour laquelle je me suis mobilisé durant des années.

Mais il faut poursuivre cet effort et l'accélérer, car le temps presse et les objectifs fixés par la communauté internationale à Aichi de 10% d'Aires Marines Protégées pour 2020 ne seront sans doute pas atteints puisque l'on est actuellement aux environs de 7%.

Pour cela, nous devons mobiliser l'ensemble des acteurs, et en particulier les acteurs économiques, qui sont les agents indispensables d'un changement en profondeur.

C'est le troisième niveau d'action qu'il nous faut explorer : celui d'une économie bleue dont nous apercevons aujourd'hui les prémices.

Cette économie sera bâtie entre autres sur l'utilisation d'énergies marines renouvelables, qu'elles soient issues des vents, des courants, des marées ou de la température des eaux. Ces énergies sont aujourd'hui indispensables, et font la preuve de leur efficacité, comme à Monaco, où une part de plus en plus importante de l'énergie consommée provient de pompes à chaleur marines.

Cette économie bleue qu'il nous faut développer sera également fondée sur une exploitation plus durable des ressources halieutiques. Qu'il s'agisse d'aquaculture durable ou de pêches responsables, il y a là des perspectives que nous sommes aujourd'hui capables d'atteindre, des perspectives seules à même de restaurer les stocks de poissons et les écosystèmes qui en dépendent.

Cette économie prendra en compte la valorisation des services rendus par les écosystèmes, dont nous devons cesser de penser que nous pouvons impunément les exploiter jusqu'à leur destruction.

C'est une exigence fondamentale : celle d'une prise de conscience de tous les acteurs de nos sociétés, de toutes leurs forces vives, et, au-delà, de tous nos contemporains.

Ensemble, nous devons comprendre que les océans sont victimes de notre développement. Mais aussi qu'ils recèlent des solutions à la mise en œuvre indispensable, pour une Planète peuplée de bientôt huit milliards d'individus.

C'est pourquoi la mer est bien un enjeu vital de ce siècle, et, au-delà, de l'avenir même de l'humanité. Pour le meilleur et pour le pire.

Comme l'a écrit la grande zoologiste américaine Rachel Carson, « il est étrange de penser que la vie a surgi de la mer, et que la mer est désormais menacée par une des formes de cette vie. Mais la mer, même si elle est entraînée dans une évolution désastreuse, continuera à exister ; la menace porte plutôt sur la vie elle-même. »

A travers nos mers, c'est donc nos vies que nous devons sauver.

Je vous remercie.